

OU EN EST LA REVOLUTION CHINOISE ?

Il est difficile de dresser un bilan exact des transformations sociales intervenues à la suite de la victoire de Mao-Tse-Tung, la situation changeant constamment tandis que les données dignes de foi sont très difficiles à recueillir.

Des trois principales tâches immédiates de la révolution chinoise, **l'indépendance, l'unification et la réforme agraire**, seule la première semble avoir été résolue, mais sans qu'elle soit encore consolidée. L'impérialisme a reçu incontestablement le coup le plus dur de son existence en Chine et dans tout le monde colonial. Cependant, cette première victoire remportée sur le plan politique contre l'impérialisme ne peut se consolider que dans la mesure où la Chine sortira de son état d'infériorité économique actuelle et développera ses forces productives. Ceci dépend évidemment de l'évolution dans un sens socialiste du régime instauré en Chine.

Pour que le pays accède à une véritable indépendance, il lui faut avoir non seulement un **pouvoir prolétarien**, mais aussi un pouvoir indépendant du Kremlin. Les hypothèques que la bureaucratie soviétique a prises durant la guerre et immédiatement après celle-ci sur les provinces du Nord de la Chine, le Sing Kiang et la Mandchourie en particulier, ne seront effectivement levées qu'au cas où le régime de Pékin évitera le sort des pays du glacis européen et accédera, par sa résistance et sa lutte même, à la position d'un **égal** au lieu d'être un **satellite** de Moscou.

Le traité sino-soviétique qui prévoit le retour à terme (après 1952) de la Mandchourie à la Chine, semble avoir garanti l'indépendance de la Chine par rapport à l'URSS. Ce traité ne se réfère cependant pas à la mainmise économique de l'URSS sur la Mandchourie et le Sing Kiang, au moyen de laquelle la bureaucratie soviétique cherche à orienter ces régions dans le sens d'une intégration à l'économie soviétique, et détourne également une importante partie de leur production vers l'URSS plutôt que vers la Chine même.

L'unification du pays ne pourra pas être surmontée également sur le seul plan administratif formel par la création d'un pouvoir central. En Chine, il s'agit de combiner l'existence d'un pouvoir central unique, avec une administration fortement décentralisée qui tienne compte des particularités des différentes régions. Pour être effective, une telle unification doit reposer sur l'existence réelle d'un pouvoir prolétarien unique, inconcevable sans une organisation démocratique des masses, assumant une gestion effective de l'Etat, et sur l'unification économique du pays par un développement permanent des forces productives.

Quant à la réforme agraire, qui a pris une ampleur considérable dans le Nord, elle a été pratiquement stoppée au Sud, à la ligne du Yang-Tsé. Ceci correspond du reste au compromis

réalisé particulièrement dans cette partie du pays avec la bourgeoisie qui conserve ses positions économiques. D'autre part, même dans le Nord, il existe un danger très sérieux d'avortement de la réforme agraire pour deux raisons essentielles : a) l'absence d'une aide efficace de l'Etat à la réforme agraire, celui-ci étant jusqu'à présent incapable de fournir aux paysans l'outillage et les engrais nécessaires et de leur permettre de s'approvisionner à des conditions favorables en produits industriels dans les villes, entraîne un processus d'endettement et de reconcentration des terres par les éléments les plus riches.

Inhérent à la situation aussi longtemps que les forces productives resteront à un niveau très bas et que le secteur étatique de l'économie sera faible, ce danger ne pourra être efficacement combattu que par un réel pouvoir prolétarien basé sur une organisation démocratique des paysans pauvres et du prolétariat.

b) Mais le péril qui guette la réforme agraire lui vient avant tout de son caractère même. La réforme agraire n'a pas seulement été **géographiquement** stoppée ; dans les territoires mêmes où elle a été entreprise, elle ne l'a jamais été qu'imparfaitement et sous la pression et la poussée du mouvement des masses. Mais les anciens propriétaires ont souvent gardé plus de terres que les autres, les paysans riches ont pris dans les comités de paysans un poids important, enfin la possibilité de rachat des terres ouvre la porte à une reconstitution de la grande propriété. De même, il ne semble pas que l'usure, cette plaie de la paysannerie asiatique, ait été radicalement supprimée, ce qui devrait être un des éléments constitutifs d'une véritable réforme agraire.

La structure de la réforme agraire est ainsi viciée, du fait même de l'alliance à laquelle tient toujours la direction du PC chinois avec des couches bourgeoises larges.

La politique industrielle du PC chinois consistant en partie à se concilier encore toute une série de couches bourgeoises, aura pour conséquence de ménager au village le propriétaire foncier dont le capital provient des prêts usuraires, le paysan cosu qui est en même temps le prêteur.

Dans l'ensemble, le régime de Mao-Tse-Tung qui, pour arriver au pouvoir, a bénéficié de l'appui des masses paysannes et d'une sympathie passive du prolétariat des villes du Sud et de l'intelligentsia anti-impérialiste, tire actuellement sa force beaucoup plus de l'écrasement de ses adversaires et de l'attitude d'expectative des masses, que d'un réel appui de celles-ci. Son équilibre reste précaire et son évolution encore indéterminée, la victoire de Mao-Tse-Tung ayant ouvert une **période révolutionnaire et posé des problèmes qui n'ont encore reçu aucune solution radicale**.